

Paris, le 5 décembre 2003

Salaires des fonctionnaires : agir face à l'intransigeance gouvernementale !

Le gouvernement a confirmé que la seule augmentation des fonctionnaires au titre des années 2003 et 2004 sera de 0,5 % !

Ainsi, la baisse de pouvoir d'achat sera d'au moins 5 % depuis l'année 2000. Dans le même temps, le gouvernement s'apprête à nous faire travailler gratuitement une journée de plus (le lundi de Pentecôte), au nom de la «solidarité» avec les personnes âgées !

Parallèlement, le Gouvernement souhaite engager des négociations sur la «structure des salaires» : en clair, développer le salaire au mérite : pas d'augmentation générales des salaires, mais mise en concurrence des fonctionnaires entre eux pour que les plus «méritants» arrachent quelques miettes individuelles...

Nous refusons cette logique !

L'absence de revalorisation des salaires des fonctionnaires indique clairement que le gouvernement veut poursuivre sa politique de baisse générale du coût du travail. L'argument utilisé est celui de la baisse des recettes de l'Etat : mais c'est ce même gouvernement qui a décidé de baisser l'impôt sur le revenu (pourtant le moins injuste) et de favoriser ainsi les plus hauts revenus.

L'ensemble des Fédérations syndicales de fonctionnaires se sont adressées au 1er Ministre pour exprimer leur mécontentement face à cette absence de revalorisation sérieuse et demandent aux personnels de débattre de ce blocage salarial

L'Union syndicale-G10 Solidaires propose à l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires d'organiser ensemble une action nationale unitaire en janvier (grève, manifestations...) pour exiger un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, une mesure d'augmentation uniforme favorisant les bas salaires et l'arrêt des projets de salaire au mérite.